ASSEMBLÉE NATIONALE

13 décembre 2013

ACCÈS AU LOGEMENT ET URBANISME RÉNOVÉ - (N° 1499)

Rejeté

AMENDEMENT

N° CE167

présenté par

M. Piron, M. Benoit, M. Reynier, M. Sauvadet et M. Tuaiva

ARTICLE 58

Après l'alinéa 29, insérer les deux alinéas suivants :

« 2° *bis* Au premier alinéa du I de l'article L. 121-4, après le mot : « habitat », sont insérés les mots : « , les personnes morales de droit privé ou de droit public bénéficiant des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols figurant au a du A du II de la liste annexée à l'article R. 126-1. » ;

« 2° *ter* Au deuxième alinéa de l'article L. 122-6, au 1° de l'article L. 122-8, au neuvième alinéa de l'article L. 122-11-1, au troisième alinéa de l'article L. 122-14-1, au deuxième alinéa de l'article L. 122-14-2, au premier alinéa de l'article L. 122-16-1, au deuxième alinéa de l'article L. 123-9, au deuxième alinéa du II de l'article L. 123-13, au deuxième alinéa de l'article L. 123-13-1 et au premier alinéa de l'article L123-14-2, le mot : « publiques » est supprimé.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement propose d'ajouter à la liste des personnes à consulter pour l'élaboration, la modification ou la révision des documents d'urbanisme tels que les SCOT ou PLU, le gestionnaire de réseau public de transport d'électricité puisqu'il bénéficie d'une servitude d'utilité publique affectant l'utilisation des sols.

En effet, aucune disposition du code de l'urbanisme ne prévoit la consultation des personnes morales de droit public ou privé bénéficiant de servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol en cas d'élaboration, de modification ou de révision des documents d'urbanisme.

Or, certaines dispositions de ces documents d'urbanisme peuvent être incompatibles voire illégales compte tenu de la préexistence des servitudes d'utilité publique définies à l'article R.126-1 du code de l'urbanisme. Cela est particulièrement vrai pour les servitudes d'utilité publique établies au bénéfice du gestionnaire de réseau public de transport d'électricité.

En conséquence, cet amendement modifie l'ensemble des dispositions y afférentes dès lors qu'elles renvoient aux « personnes publiques associées ».

L'ajout des personnes morales de droit public ou privé conduit à supprimer l'adjectif « publiques » dans chacun des articles concernés.